

# Appui technique international

Lettre d'information n° 5, décembre 2015



## Éditorial

### SOMMAIRE

Éditorial	1
Un cadre de coopération technique entre l'Insee et la BCEAO mis en place en 2015	2
Promotion d'Eretes à l'ONU auprès des pays anglophones	3
Un atelier de comptabilité nationale co-organisé par la France et le Maroc	3
Appui technique bilatéral à la Côte d'Ivoire: visite d'étude sur les statistiques de l'emploi et du marché du travail	4
Appui technique sur Eretes en Guinée équatoriale : un exemple de coordination entre l'Insee et la Banque mondiale	6
Trois contrats de coopération sur financement européen remportés par l'Insee en 2015	6
Brèves d'actualité 1 <sup>er</sup> semestre 2015	8

En 2015, l'appui technique international de l'Insee s'est étendu à de nouveaux partenariats. C'est ainsi qu'a été mis en place un cadre de coopération avec la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), portant notamment sur le suivi et l'analyse de la conjoncture économique, ainsi que sur l'élaboration des comptes trimestriels.

Par ailleurs, lors de la 46<sup>e</sup> Commission statistique des Nations unies, qui s'est tenue à New York en mars 2015, notre institut a participé à un atelier faisant la promotion de l'outil d'élaboration des comptes nationaux Eretes. Ce logiciel, dont il existe aussi des versions en langues anglaise et espagnole, est utilisé principalement dans les pays d'Afrique francophone – mais aussi par l'INS brésilien, copropriétaire de cet outil avec Eurostat et l'Insee. Cet atelier a permis à plusieurs comptables nationaux, dont des représentants de pays anglophones, de mesurer l'intérêt d'Eretes. Le Ghana, notamment, est candidat à une expérimentation de cet outil.

En juin 2015, à Rabat, l'Insee a coorganisé avec le Haut-Commissariat au plan marocain un atelier de comptabilité nationale réunissant des comptables nationaux du Maroc, d'Algérie et de Tunisie, ainsi que des experts français. De nombreux thèmes ont été traités, parmi lesquels la manière dont ont été intégrés par les participants les changements conceptuels du Système de comptabilité nationale (SCN) 2008.

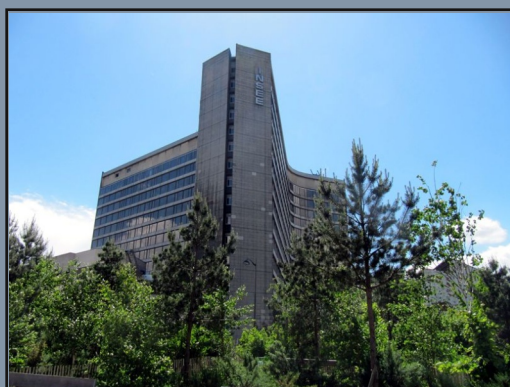
Si la coopération de l'Insee avec les instituts statistiques d'Afrique subsaharienne est le plus souvent centralisée par Afristat, il arrive que notre institut apporte un appui technique dans cette région à un pays en particu-

C'est ainsi qu'en avril 2015, une visite d'étude d'experts ivoiriens a été organisée à Paris sur les statistiques de l'emploi et du marché du travail. La Côte d'Ivoire bénéficie en effet d'une convention bilatérale avec l'Insee depuis 2013. Outre des représentants de l'Insee, nos collègues ivoiriens ont rencontré à cette occasion des statisticiens de Pôle Emploi, de la Dares (le service statistique du ministère chargé du travail et de l'emploi), ainsi que des spécialistes en économie informelle de l'Institut de recherche pour le développement.

En juin 2015, à l'aide d'un financement de la Banque mondiale, l'Insee a fourni un appui technique sur Eretes à l'INS de Guinée équatoriale, pays hispanophone d'Afrique centrale. Un expert de notre institut s'est ainsi rendu pendant trois semaines à Malabo, afin d'apporter aux comptables nationaux équato-guinéens une assistance technique, accompagnée d'une formation de remise à niveau à la comptabilité nationale et à l'utilisation de l'outil Eretes.

Enfin, toujours au cours du premier semestre 2015, la division Appui technique international de l'Insee a répondu à plusieurs appels d'offres européens et trois d'entre eux ont été remportés par des consortiums auxquels participait notre institut : un jumelage avec Statistique Tunisie, un programme Pan African Statistics et un appel d'offres concernant les pays du pourtour méditerranéen baptisé Medstat IV.

Cette lettre d'information se termine par des brèves décrivant toutes les actions de coopération internationale que l'Insee a réalisées au cours du premier semestre 2015... Bonne lecture !



Direction générale de l'Insee (Paris)

# Un cadre de coopération technique entre l'Insee et la BCEAO mis en place en 2015

Un cadre de coopération technique entre l'Insee et la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO, voir encadré) a été mis en place sous la forme d'une convention pluriannuelle signée le 6 février 2015 par le Directeur général de l'Insee et le Gouverneur de la BCEAO. L'appui technique couvre trois domaines : le suivi et l'analyse de la conjoncture économique ; les comptes trimestriels ; la formation et la recherche.

Pour initier cette coopération, trois cadres de la Direction des statistiques de la BCEAO ont effectué une visite d'étude à l'Insee du 4 au 7 mai 2015, portant sur l'organisation pratique des activités de suivi et d'analyse de la conjoncture au sein de notre institut. Un programme élaboré par Vladimir Passeron, chef du département de la Conjoncture, leur a été présenté, mettant en avant les principes généraux des travaux de ce département, le partage des rôles et les moyens mis à disposition en termes de coûts et de profils de métiers à l'Insee. En amont de la visite, la délégation a été invitée à consulter toute la documentation mise en ligne sur [insee.fr](http://insee.fr) concernant les publications conjoncturelles, les comptes trimestriels et la méthodologie de certains indicateurs statistiques.

La spécificité de l'Insee au sein du paysage statistique européen est de poser un diagnostic sur la situation économique nationale et de prévoir la croissance à court-terme. Une autre particularité réside dans la possibilité pour le département de la Conjoncture d'utiliser directement les indicateurs que lui-même et d'autres départements de l'Institut produisent régulièrement.

Pour apprécier la manière dont s'organise l'activité d'analyse conjoncturelle et les interactions entre les services concernés de l'Insee, les différentes composantes du dispositif ont été passées en revue, de la collecte des données à la réalisation de la note de synthèse conjoncturelle, en passant par la production, l'analyse économique et l'utilisation d'outils économétriques.

## Présentation de la BCEAO

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), créée en mai 1962, est un établissement public international dont le siège est situé à Dakar, au Sénégal. Elle est l'institut d'émission commun aux huit États membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Outre la centralisation des réserves de devises de l'Union, l'émission monétaire et la gestion de la politique monétaire, elle a pour missions principales l'organisation et la surveillance de l'activité bancaire, ainsi que l'assistance technique aux banques des États membres de l'Union.



M. Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee et M. Tiémoko Meyliet KONE, gouverneur de la BCEAO

En dehors des services de l'Insee sollicités (comptes nationaux, statistiques de l'emploi et statistiques d'entreprises), le diagnostic conjoncturel est conforté par des données provenant de services extérieurs tels que la Banque de France. Enfin, l'analyse de la situation économique internationale complète l'exercice.

La délégation de la BCEAO a suivi avec intérêt les sujets abordés, qui ont permis d'insister sur les aspects opérationnels d'utilisation des sources de données, de production et d'analyse de la conjoncture. La délégation a particulièrement apprécié l'invitation du chef de département de la

Conjoncture à participer à quelques réunions de travail visant à définir le « scénario international » figurant dans la note de conjoncture : ces séances ont en effet permis à la délégation d'avoir un aperçu de l'élaboration du numéro de la note de conjoncture sorti quelques semaines plus tard, en juin 2015.

Les échanges au cours de chaque présentation, très riches, ont permis aux experts de la BCEAO d'avoir une bonne représentation du savoir-faire de l'Insee en termes d'organisation pratique des activités de suivi et d'analyse de la conjoncture (pour la note de conjoncture) et d'élaboration de modèles de prévision conjoncturelle.

La coopération devrait se poursuivre avec des actions de formation aux outils développés et utilisés à l'Insee pour l'élaboration des comptes trimestriels et aux modèles de prévision conjoncturelle.

► Constance Torelli



# Promotion d'Eretes à l'ONU auprès des pays anglophones

L'outil d'aide à l'élaboration des comptes nationaux Eretes, financé et conçu par Eurostat et l'Insee, est actuellement essentiellement utilisé dans les pays d'Afrique francophone. Cet outil pourrait pourtant être utilisé par d'autres comptables à travers le monde : il en existe en effet des versions anglophones et hispanophones, et Eretes est compatible d'un point de vue conceptuel et technique avec les standards internationaux de comptabilité nationale (SCN2008).

La 46<sup>e</sup> Commission statistique des Nations unies, rassemblant des statisticiens et comptables nationaux de tous les continents et qui s'est tenue à New York en mars 2015, était l'occasion pour Eurostat et l'Insee d'organiser un événement (appelé dans ce contexte side-event) en vue de promouvoir et de diffuser plus largement l'outil.

Intitulé « L'apport des outils informatiques pour l'élaboration des comptes nationaux<sup>1</sup> », cet atelier a été l'occasion pour l'Insee de pré-



De droite à gauche : M. Stéphane GREGOIR, directeur de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale de l'Insee ; Mme Dominique FRANCOZ, chef de la division Appui technique international ; M. Jean-Samy AZIZ, expert Eretes au sein de cette division

senter les outils nécessaires aux comptables pour élaborer les comptes, ainsi que les avantages notables d'Eretes.

Le Brésil, copropriétaire de l'outil avec Eurostat et l'Insee, a présenté l'utilisation de l'outil dans le contexte des comptes brésiliens.

L'Institut brésilien de statistiques et de géographie utilise Eretes depuis une dizaine d'années et en a tiré de nombreux bénéfices en termes de fiabilisation des méthodes et processus comptables.

De son côté, le Cameroun, premier pays à avoir utilisé Eretes, s'est également fait l'écho des gains procurés par l'utilisation d'Eretes : organisation du travail, capitalisation des méthodes, et surtout comparabilité pour les pays utilisateurs, tels sont les atouts majeurs de l'outil.

Les pays présents ont posé plusieurs questions sur l'utilisation d'Eretes et nombre d'entre eux se sont montrés intéressés par une éventuelle utilisation de l'outil. Le Ghana, notamment, est candidat à l'expérimentation et une première mission d'exploration de leurs besoins a eu lieu à Accra en novembre 2015.

► Jean-Samy AZIZ

1. Why consider IT tools for national accounts compilation?

## Un atelier de comptabilité nationale co-organisé par la France et le Maroc

Du 8 au 10 juin 2015, l'Insee et le Haut-Commissariat au plan (HCP) du Maroc ont organisé à Rabat un atelier de comptabilité nationale réunissant des comptables nationaux du Maroc, d'Algérie et de Tunisie, ainsi que des experts de l'Insee.

### Un atelier en lien avec le nouveau système de comptabilité nationale

L'élaboration d'une nouvelle base de comptes annuels et la mise en place d'un nouveau système international de comptabilité nationale

(SCN2008) nécessite un investissement très important de la part des pays s'engageant dans cette démarche.

L'objectif de cet atelier était donc que chaque INS ayant déjà opéré son changement de système puisse fournir aux autres participants des indications précieuses à ce sujet, faire part de ses expériences récentes en la matière et décrire les écueils à éviter.

### De nombreux thèmes traités

Les comptables marocains ont pré-

senté leur nouvelle série de comptes (2007-2012) conforme aux concepts du SCN 2008 et les travaux inhérents mis en place pour la réalisation de ce changement de base.

D'une part, de nouvelles enquêtes statistiques ont été mises en place, telle que l'enquête de structure réalisée par le HCP en 2007 auprès des entreprises disposant de comptabilité exerçant dans les activités suivantes : pêche, mines, énergie, industries manufacturières, bâtiment et travaux publics, commerce, et services marchands non financiers.

D'autre part, les changements conceptuels du SCN2008 ont été intégrés, tels que :

- l'élargissement des actifs produits et de l'investissement (recherche et développement et dépenses militaires) ;

- la description détaillée des services, des instruments et des actifs financiers ;

- l'application du critère de propriété économique sur les biens destinés à la transformation ;

- les opérations du secteur des administrations et sociétés publiques.

Les thèmes retenus dans le cadre de cet atelier ont fait l'objet de présentations détaillées et de discussions entre les comptables réunis. Il s'agit de :

- la réropolation des comptes, thème incontournable à la suite de la mise en place d'une nouvelle année de base et d'une nouvelle série de comptes. Un expert du département des comptes nationaux de l'Insee a ainsi présenté les principes et mécanismes de la réropolation française ainsi que les techniques et outils utilisés ;

- les méthodes d'élaboration des comptes régionaux, qui ont fait l'objet de présentations et de comparaison par l'Insee et le HCP ;

- le compte des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), qui a été totalement revu par le Maroc à la suite d'une nouvelle enquête réalisée en 2009, dans le but d'appréhender les caractéristiques de ces institutions et d'évaluer leur contribution économique.

Le compte des ISBLSM avait également été grandement revu par la France lors du passage à la base 2010 et cette expérience a alimenté les débats et donné de nouvelles pistes aux comptables présents.

► Jean-Samy AZIZ



## Appui technique bilatéral à la Côte d'Ivoire : visite d'étude sur les statistiques de l'emploi et du marché du travail

La Côte d'Ivoire bénéficie depuis 2013 d'un appui technique bilatéral multi-thème de la part de l'Insee. En avril 2015, une délégation ivoirienne est venue en France pour une visite d'étude sur le thème des statistiques de l'emploi et du marché du travail. La délégation a rencontré à cette occasion des experts de notre institut, mais aussi de Pôle Emploi, de la Dares, le service statistique du ministère chargé du travail et de l'emploi, ainsi que des chercheurs en économie du développement, spécialistes des questions d'emploi formel et informel.

La Côte d'Ivoire bénéficie depuis 2013 d'un appui particulier de l'Insee.

Ce pays se trouve en effet dans une situation économique post-crise particulièrement difficile et a pour premier objectif son redressement économique, ce qui nécessite entre autres une coopération en matière de statistiques.

Un cadre de convention bilatérale entre l'Institut national de la statistique ivoirien et notre institut a été mis en place dans cette optique entre 2013 et 2015.

Les activités réalisées ont porté sur différentes thématiques : comptabilité nationale, coordination sta-

tistique, statistiques de l'emploi et du marché du travail, statistiques régionales, cartographie, politiques de diffusion et communication externe.

### Une visite d'étude en avril 2015 sur les statistiques de l'emploi et du marché du travail

Dans le domaine des statistiques de l'emploi et du marché du travail, une délégation ivoirienne a été accueillie du 13 au 16 avril 2015 à l'Insee.

Cette délégation représentait l'Agence d'étude et de promotion de l'emploi (AGEPE), organisme ayant deux missions : d'une part, la

responsabilité de l'enquête Emploi nationale ; d'autre part, le suivi et l'évaluation de la politique de l'emploi du ministère ivoirien de l'Emploi, des affaires sociales et de la formation professionnelle.

Le programme de la visite d'étude était organisé autour de trois composantes, institutionnelle, opérationnelle et de diffusion.

La délégation était placée sous les auspices de M. Moussa Dosso, ministre de l'Emploi, des affaires sociales et de la formation professionnelle, qui a participé à la réunion de conclusion et a rencontré notre directeur général, Jean-Luc Tavernier, à l'occasion d'un déjeuner de travail.

Une présentation de chacune des structures rencontrées (Insee, Dares<sup>2</sup>, Pôle Emploi, DIAL<sup>3</sup>) a permis de décrire en détail leur rôle dans le dispositif de suivi de l'emploi et du marché du travail, ainsi que les principales missions qui leur sont assignées pour éclairer le débat économique et social en France.

Pour l'Insee, c'est au sein du département de l'Emploi et des revenus d'activité que sont traitées ces informations, qu'il s'agisse de données d'enquêtes ou de données administratives. La présentation du dispositif de l'enquête Emploi auprès des ménages a porté sur sa mise en place de longue date, son extension, ses avancées méthodologiques. L'exploitation des données issues de l'enquête Emploi par les services d'études de l'Insee et de la Dares donne lieu à de nombreuses publications bénéficiant régulièrement d'une large couverture médiatique.

La Dares produit également des données sur l'emploi et le marché du travail, et elle réalise des analyses et des évaluations des résultats des politiques menées par le ministère auquel elle appartient.

Quant à Pôle Emploi, ses missions sont définies dans le Code du travail, en particulier la gestion des



*De gauche à droite : M. Claude MINNI, chargé d'études à la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) du ministère chargé du travail et de l'emploi (France) ; M. Pénatien KONE, directeur de l'Observatoire de l'AGEPE (Côte d'Ivoire) ; M. Kouakou Philippe N'DRI, directeur général de l'agence d'études et de promotion de l'emploi (AGEPE), Observatoire de l'emploi, des métiers et de la formation ; M. Emmanuel KOBINA, directeur du suivi et de l'évaluation de la politique de l'emploi au sein de l'AGEPE*

demandeurs d'emploi. Afin de produire des statistiques qui ne soient pas perturbées par les opérations de nature purement administrative, certaines précautions spécifiques ont été prises<sup>4</sup>.

Les travaux effectués à partir des fichiers administratifs par les statisticiens et les économistes de Pôle Emploi font l'objet de publications diverses. Elles sont labellisées ou en cours de labellisation

par l'autorité de la statistique publique.

Plus proches des problématiques des pays en développement, car ayant une connaissance approfondie des marchés du travail en Afrique (en particulier en Côte d'Ivoire), les chercheurs de DIAL ont été sollicités pour compléter le programme de la visite d'études. L'économie informelle étant une composante importante des pays en développement, des dispositifs d'enquête existent pour la mesure et le suivi des emplois relevant des secteurs formel et informel. Au travers de projets d'études, ce centre de recherche produit des études scientifiques, notamment dans le domaine des évaluations d'impact.

La complémentarité des interventions a permis de dresser un panorama du système d'informations sur le marché du travail en France. Les études réalisées en Côte d'Ivoire, et plus globalement en Afrique, ont souligné les spécificités des marchés du travail en Afrique subsaharienne. Les échanges fructueux au cours de chaque présentation ont témoigné de l'intérêt et des besoins d'appui exprimés par la délégation ivoirienne, afin d'améliorer leurs dispositifs de suivi et d'analyse du marché du travail en Côte d'Ivoire.

► *Constance Torelli*

2. Dares : Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques, le service statistique du ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social.

3. DIAL (Développements, Institutions et Mondialisation) est un centre de recherche en économie du développement dépendant de l'Institut de recherche pour le développement (IRD).

4. Pour en savoir plus sur la différence entre données statistiques et sources administratives, voir par exemple l'article d'Alain Desrosières « Enquêtes versus registres administratifs : réflexions sur la dualité des sources statistiques », paru dans le Courrier des statistiques n° 111 de septembre 2004 ([http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=cs111b](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=cs111b)).



# Appui technique sur Eretes en Guinée équatoriale : un exemple de coordination entre l'Insee et la Banque mondiale

Du 8 au 30 juin 2015, un expert de la division Appui technique international de l'Insee s'est rendu en Guinée Équatoriale, pour réaliser une mission de coopération sur Eretes, l'outil d'élaboration des comptes nationaux. L'organisme bénéficiaire était l'INEGE (Instituto Nacional de Estadística de Guinea Ecuatorial), l'institut statistique de ce petit pays hispanophone d'Afrique centrale.

La plupart des INS des États membres d'Afristat utilisant Eretes, celui de Guinée équatoriale a fait de même en 2011 et souhaitait, à l'occasion de cette mission, pérenniser et accroître le savoir-faire existant de ses comptables nationaux.

## Les principaux résultats obtenus

La mission comportait un volet formation et un volet assistance technique. Dans la partie formation, l'essentiel des méthodes et concepts utilisés en comptabilité nationale ont été abordés et les participants ont pu s'exercer en résolvant des problèmes de comptabilité nationale grâce à Eretes.

Ils ont ainsi mesuré l'intérêt que représente l'utilisation de cet outil informatique dans l'élaboration des comptes, notamment le fait qu'Eretes permette de classer et de traiter une grande quantité d'informations provenant de sources différentes.



À l'issue du volet formation, l'ensemble des thèmes n'ayant pu être traités, un programme de formation complémentaire a été établi pour les comptables nationaux de l'Inege : il serait composé de six étapes (correspondant à celles d'élaboration des comptes nationaux avec Eretes), chacune d'une durée de deux semaines, le tout étalé sur une année.

Dans le volet assistance technique, les travaux ont porté sur les phases

de vérification, d'analyse et de chargement des données sources dans Eretes pour la campagne des comptes définitifs de l'année 2013.

Elle a aussi permis d'initialiser les fichiers que les comptables utiliseront ultérieurement pour charger les données.

## Une mission financée par la Banque mondiale

Cette mission, financée par la Banque mondiale, s'est déroulée au cours d'une période de transition pour la Guinée équatoriale, tant sur le plan économique qu'administratif, avec un nouvel INS et, au sein de celui-ci, une nouvelle équipe de comptables nationaux, dont la plupart ne connaissaient pas Eretes.

L'intervention de l'Insee entraine ainsi dans le cadre du vaste projet de renforcement des capacités de l'administration équato-guinéenne supervisé, à la demande du Gouvernement équato-guinéen, par la Banque mondiale en charge de ce projet depuis déjà plusieurs années.

► Jean LOUIS

## Trois contrats de coopération sur financement européen remportés par l'Insee en 2015

Au premier semestre 2015, la division Appui Technique International a connu une forte activité de réponse à plusieurs appels d'offres européens. Trois contrats de coopération sur financement européen ont été remportés par des consortiums auxquels l'Insee participait.

### Jumelage avec Statistiques Tunisie

En août 2015, l'Insee a remporté un appel à propositions pour un jumelage sur financement européen au profit de Statistiques Tunisie,

l'INS tunisien.

D'un montant de 1,35 million d'euros, ce projet sera mené en 2016 et 2017 par notre Institut, avec pour partenaire junior Istat (l'INS italien) et une participation ponctuelle de Lietuvos Statistikos Departamentas (l'INS lituanien).

L'objectif de ce jumelage est la modernisation de Statistique Tunisie. Les cinq volets sur lesquels il porte sont les suivants :

A - Cadre législatif et institutionnel du système statistique  
B - Modernisation de Statistiques

Tunisie

C - Révision du système de comptabilité nationale

D - Développement des statistiques régionales

E - Politique de diffusion et de communication

Le pilotage des volets A, C et D sont pris en charge par l'Insee, respectivement : Raoul Depoutot, chef du département de la Coordination statistique et internationale pour le volet A, et Pierre Muller, ancien chef de l'Inspection générale de l'Insee, pour les volets C et D.

Les chefs de projet sont : côté tunisien, Hédi Saidi, directeur général de Statistiques Tunisie ; côté Insee, Dominique Francoz, chef de la division Appui technique international ; et côté italien, en tant que chef de projet junior, Tiziana Pellicciotti, responsable de projets de coopération internationale à Istat. Le conseiller résident du jumelage est Jean-Pierre Cling (Insee) et son homologue côté tunisien Mouna Zgoulli, directrice centrale de la Diffusion, de l'informatique et de la coordination.

## Pan African Statistics

Un consortium dont l'Insee fait partie, mené par Expertise France, l'agence d'expertise technique internationale de la France, a remporté en octobre 2015 un appel d'offre pour contrat de service sur financement européen (EuropeAid) baptisé Pan-African Statistics Programme.

D'un montant de 6,9 millions d'euros, ce programme a pour objectif de mettre en place à Tunis un institut de statistique panafricain placé sous l'égide de l'Union Africaine, afin de soutenir l'intégration du continent par l'amélioration de la qualité et de la disponibilité de son information statistique, et de renforcer les capacités des acteurs impliqués. Le projet, dont les activités débuteront en janvier 2016, durera 3 ans 1/2.

Le consortium piloté par Expertise France est composé de GIZ-IS<sup>5</sup>, l'agence fédérale allemande de coopération internationale, d'Oxford Policy Management (agence de coopération et bureau de conseil et d'études britannique), ainsi que des INS suivants, en plus de l'Insee : Istat (Italie), Destatis (Allemagne) et

Statistics Netherlands (Pays-Bas).

Le programme est composé des quatre points suivants :

- amélioration de la qualité des statistiques dans certains domaines clés : comptes nationaux, commerce, emploi, migrations et indicateurs post-2015 (objectifs du développement durable) ;
- préparation de Statafric, le nouvel institut statistique de l'Union africaine, dont le but est d'améliorer la coordination et le fonctionnement général du système statistique africain ;
- intensification de l'usage d'outils communs aux INS africains (Eretes, Eurotrace...);
- établissement d'une évaluation de la situation de départ par rapport à laquelle mesurer les progrès statistiques du continent africain.

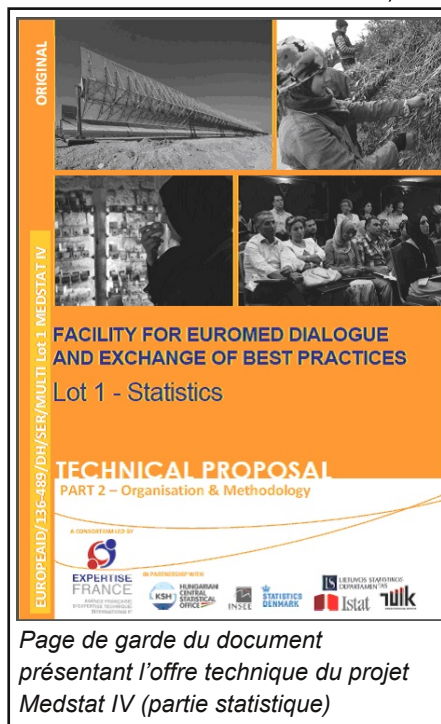
## Medstat IV

Un consortium mené par Expertise France, et dont l'Insee fait partie, a remporté en octobre 2015 un appel d'offres pour contrat de services sur financement européen (EuropeAid) baptisé Medstat IV. D'un montant de 4,7 millions d'euros, il s'agit de la 4<sup>e</sup> phase d'une coopération statistique euro-méditerranéenne démarrée au début des années 2000 et qui se déroulera pour cette nouvelle phase sur une période de 40 mois, de 2016 à 2019.

Les dix pays méditerranéens bénéficiaires sont l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, la Palestine, la Syrie et la Tunisie. Le consortium piloté par Expertise France est composé quant à lui des INS suivants, outre l'Insee : Statistics Denmark, Istat (l'INS italien), Hungarian Central Statistical Office, Lietuvos Statistikos Departamentas (l'INS lituanien)

et Turkstat (l'INS turc, nouveau membre du consortium).

L'objectif de Medstat IV est l'harmonisation des données et le renforcement des capacités des pays bénéficiaires dans les secteurs clés suivants : énergie, transports, commerce extérieur, migrations, emploi, statistiques et répertoires d'entreprises, et qualité (ces deux derniers thèmes sont nouveaux).



Ce programme fonctionnera par groupes de travail, pilotés pour chacun par un pays leader choisi parmi les pays bénéficiaires, les experts du consortium appuyant les pays leaders dans l'animation de ces groupes de travail et dans la réalisation des plans de travail pré-définis.

► Serge DARRINÉ

5. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH - International Services (agence située à Bonn, Allemagne).



# Brèves d'actualité portant sur le 1er semestre 2015

## Commission statistique des Nations unies – New York

En mars 2015, Stéphane Gregoir, directeur de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale (DMCSI) de l'Insee, ainsi que trois experts de cette même direction, ont participé à la réunion annuelle de la Commission statistique de l'Organisation des Nations unies (ONU) à New York (États-Unis).

La séance plénière de cet événement annuel s'est focalisée cette année sur la mise en place d'indicateurs de mesure des objectifs du développement durable.



Session plénière de la 46<sup>e</sup> Commission statistique au siège des Nations unies, à New York (États-Unis d'Amérique)

Parmi les sujets marquants qui mobilisent aussi les Instituts nationaux de statistique, on peut citer, entre

autres, la ronde des recensements, la révolution des données et le programme de comparaison internationale.

Un événement a été organisé conjointement par l'Insee et Eurostat en marge de la réunion (side-event) pour promouvoir les outils informatiques d'élaboration de comptes nationaux, notamment le système Eretes (voir l'article à ce sujet en page 3). Ce side-event a réuni des représentants des pays utilisateurs et des nouveaux pays désireux d'en savoir plus sur cet outil.

## Brèves d'actualité Europe et Asie

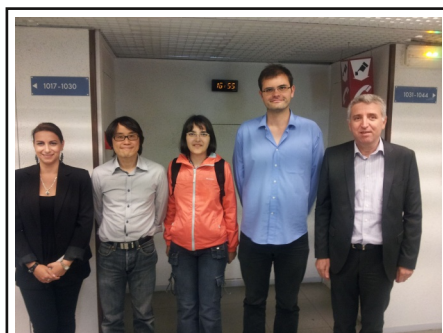
### Luxembourg - Réunion du MGSC

En mars 2015, la division Appui technique international a participé à la réunion annuelle du Management Group on Statistical Cooperation (MGSC) organisée par Eurostat.

L'objet de cette réunion est de réunir les représentants des services de la coopération internationale des INS de l'Union européenne, afin de faire le point sur les actions d'appui technique menées au cours de l'année passée (qu'il s'agisse de coopération bilatérale ou multilatérale sur financement européen) et de tenter d'harmoniser et de coordonner les pratiques.

C'est aussi l'occasion d'échanger avec nos partenaires européens et éventuellement de nouer des partenariats pour des actions de coopération multilatérale futures. Un manuel de bonnes pratiques auquel les INS ont participé a été présenté et a vocation à s'enrichir au cours du temps. Il devrait donner des idées d'actions à mettre en place pour enrichir et améliorer la pratique de la coopération dans les INS.

En mai 2015, une délégation de trois experts de l'INSSE, l'institut statistique roumain, dont M. Tudorel Andrei, président de cet institut, est venue en visite d'étude à l'Insee sur le thème de la désaisonnalisation et de l'utilisation du logiciel JDemetra+. M. Andrei a également rencontré le directeur général de l'Insee, Jean-Luc Tavernier, afin d'évoquer une possible coopération entre nos deux instituts en 2016 et 2017.



De droite à gauche : M. Tudorel ANDREI, Président de l'INSSE, Roumanie ; M. Thomas BALCONE, expert en méthodes statistiques, Insee ; Mme Andreea MIRICA, conseillère au département de la communication, INSSE ; M. Hien PHAM, expert en méthodes statistiques, Insee ; Mme Iulia BAJENARU, experte à la direction générale des comptes nationaux, INSSE

Après consultation des experts, l'Insee serait en mesure de répondre favorablement à 9 actions

sur les 15 demandées par l'INS roumain : construction d'une base de données sur la mobilité sociale de la population (3 actions) ; amélioration de la qualité des enquêtes auprès des ménages (2 actions) ; réalisation d'une application web pour la collecte de données ; enquête victimation ; comptes de la santé ; réalisation d'une enquête sur les institutions non gouvernementales sans but lucratif, fondations et autres associations dans les domaines de la santé, de la protection sociale et de la culture.

### Ukraine

L'agenda du premier semestre 2015 a été particulièrement riche avec l'Ukraine et s'est principalement déroulé dans le cadre du jumelage piloté par Statistics Denmark et dont l'Insee est partenaire junior. Cinq missions ont eu lieu sur des thèmes portant sur les statistiques d'entreprises, la comptabilité nationale et les enquêtes de conjoncture.

### Enquêtes de conjoncture

En février, deux expertes de la direction des Études et synthèses économiques ont réalisé une mission à Kiev sur le thème des enquêtes de conjoncture.

### Roumanie - Désaisonnalisation



Faisant suite à une visite d'étude sur le même thème à l'Insee en juin 2014, cette nouvelle mission portait à la fois sur la méthodologie des enquêtes de conjoncture (organisation, échantillonnage, questionnaire) et la diffusion des résultats. Les enquêtes traitées étaient celles portant sur l'industrie, l'investissement, la construction, les services et le commerce de détail.



De gauche à droite : Mme Olena HRUSHETSKA, chef économiste, unité des enquêtes de conjoncture auprès des entreprises, SSSU; Mme Liliana LEHBAB, interprète; Mme Yaëlle HAUSEUX, experte en enquêtes de conjoncture, INSEE; Mme Anne HUSSEINI-SKALITZ, experte en enquêtes de conjoncture, INSEE; Mme Tetyana PAVLOVSKA et Mme Tetyana DOVGAL, chefs économistes, unité des enquêtes de conjoncture auprès des entreprises, SSSU; Mme Olena KOLPAKOVA, directrice adjointe, chef de l'unité des enquêtes de conjoncture auprès des entreprises, SSSU

Les expertes françaises ont pu observer que les recommandations émises lors de la visite précédente avaient été intégrées par le SSSU.

### Comptes nationaux

En mars, deux retraités de l'Insee, experts en comptabilité nationale, ont réalisé une mission sur les comptes nationaux dans la continuité de la visite d'étude du SSSU réalisée en novembre 2014 à l'Insee et à la Banque de France sur les comptes nationaux et financiers.

Cette mission portait sur les thèmes suivants : règlements européens et exigences d'Eurostat concernant les comptes nationaux et financiers ; expérience pratique des pays de

l'UE dans la préparation des données pour Eurostat et les formats de publication d'indicateurs des comptes nationaux pour les utilisateurs ; liens entre le système central de comptabilité et les ajouts analytiques (comptes satellites) au SCN ; manière de refléter les changements récents de l'économie mondiale dans les comptes nationaux (multinationales, prix de transfert, unités institutionnelles offshore pour effectuer des transactions financières, utilisation de la propriété intellectuelle, mobilité de la population active, revenus reçus de l'étranger...).

### Indices des prix à la production

En avril, un expert de la direction des Statistiques d'entreprises (DSE) a réalisé une mission à Kiev sur les indices des prix à la production (IPP).

Les points traités ont été les suivants : principes méthodologiques d'observation des IPP industriels sur les marchés intérieur et extérieur ; rapports qualité sur les IPP industriels ; méthodes de calcul des indices de prix des services industriels ; méthodes de détermination des prix, de comparaison temporelle et de mesures supplémentaires des services industriels ; rapports qualité sur les indices de coûts dans la construction ; méthodes de calcul des indices des prix de production des services postaux, de communication et de transport de fret pour les entreprises ; recommandations sur la compilation des rapports qualité sur les IPP des services.

### Nomenclatures

En mai, une experte de la DSE a effectué une mission au SSSU sur le thème des nomenclatures de produits. L'ordre du jour était double : d'une part, présenter aux experts ukrainiens (spécialistes des nomenclatures, responsables sectoriels et principaux utilisateurs de nomenclatures de produits) la révision de la nomenclature de produits intervenue en janvier 2015, ce qui leur a permis de se familiariser avec les nouveaux concepts décrits et d'appréhender dans le détail les changements intervenus.

D'autre part, analyser le classement de certains produits dans la nomenclature Prodcom (utilisée pour répondre au règlement européen du même nom). Les séances de travail ont permis de conforter les connaissances méthodologiques du public ukrainien.

### Indices de coût et de prix dans la construction

Au cours du même mois, un expert de la DSE a effectué une mission sur les indices de coût et de prix dans la construction. L'ordre du jour portait sur les demandes d'Eurostat dans le cadre du STS Package 2017 dans la construction.

À cet effet, la mission a mis l'accent sur l'élaboration des indices de coût de production dans la construction (méthode KLEMS et liens avec les nomenclatures officielles), l'élaboration des indices de prix de production dans la construction et la comparaison avec les indices de prix de production dans la construction ukrainiens, qui sont des indices de coûts avec une marge officielle par type de construction et par région.

Le SSSU pourra, à coût quasi nul, produire des indices de coût ; il doit également entamer une réflexion sur la manière dont ses indices de prix de production dans la construction évolueront le jour où des entreprises de ce secteur décideront de s'octroyer des marges inférieures aux marges maximales autorisées.

### Règlement européen Prodcom

Parallèlement à ce jumelage, dans le cadre de la coopération bilatérale de l'Insee, une visite d'étude d'une délégation ukrainienne a eu lieu à Paris en mars 2015 sur le thème du règlement européen Prodcom et de ses implications en matière de statistiques d'entreprises et de nomenclatures (photo page suivante).



De gauche à droite : Mme Nataliia POSTOLIUK, chef de la division des Statistiques de l'industrie minière, de l'électricité, de l'eau et du gaz, département des Statistiques de production, SSSU ; Mme Oksana ZAKVATSKA, chef adjointe de la division des Statistiques des industries de transformation, département des Statistiques de production, SSSU ; Mme Nataliia TROTS, chef de cette division ; Mme Iryna PETRENKO, chef par intérim du département des Statistiques de production, SSSU

## Moldavie - Statistiques structurelles d'entreprises

En février 2015, une délégation de trois statisticiens de l'INS moldave, le NBS, est venue en visite d'étude à l'Insee sur le thème des statistiques structurelles d'entreprises. Dans ce cadre, ils ont rencontré des experts de la DSE qui leur ont présenté l'élaboration des statistiques annuelles d'entreprises (Esane), l'enquête sectorielle annuelle (ESA), l'enquête annuelle de production (EAP) et le règlement européen Prodcum.



De gauche à droite : Mme Nina COLONNA-CESARI, interprète ; Mme Ludmila PETRAS, chef adjointe de la division des statistiques structurelles d'entreprises, Bureau national de la statistique (NBS) de Moldavie ; Mme Zinaida CIBOTARICA, consultante de la section des statistiques structurelles et du répertoire d'entreprises, NBS ; M. Iurie MOCANU, chef de la division des statistiques structurelles

La délégation moldave s'est également rendue à la direction régionale des Pays de la Loire (service Esane) afin de découvrir la manière dont sont traitées les données des enquêtes citées ci-dessus, ainsi que les données issues des liasses fiscales.

## Biélorussie - Statistiques d'entreprises

En mai 2015, un expert de la DMCSI a participé à la première réunion du Comité statistique de partenariat oriental sur les statistiques d'entreprises, qui s'est tenue à Minsk (Biélorussie).



Bâtiment hébergeant l'Institut statistique de Biélorussie, à Minsk

Ce comité fait partie du programme "Intégration économique et convergence avec les politiques de l'Union européenne", destiné aux pays d'Europe centrale, et il a vocation à contribuer au développement d'une économie de marché dans ces pays.

Sous la houlette d'Eurostat, cette réunion a rassemblé des délégations de statisticiens d'entreprises de pays d'Europe orientale (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine) et des experts des INS de plusieurs pays de l'Union européenne sur les répertoires, les statistiques structurelles et les statistiques de court terme. Cette réunion a été l'occasion pour l'Insee de présenter ses méthodes, dans un domaine où son expertise est reconnue.

## Kazakhstan Nomenclatures

En juin 2015, une experte de la DSE a effectué une mission à Astana (Kazakhstan), dans le cadre du jumelage en cours sur financement Banque mondiale, sur le thème des nomenclatures. Trois journées ont été consacrées à des travaux méthodologiques sur l'en-

semble du système de nomenclatures statistiques en usage en France et deux journées à l'analyse de cas pratiques. Les séances de travail ont permis de constater que le système de nomenclatures statistiques élaboré par le Comité pour la Statistique du Kazakhstan s'appuie fortement sur les standards internationaux et européens. Des pistes d'amélioration ont également été proposées pour la gestion du système d'information, notamment en ce qui concerne les versions successives de nomenclatures.



Entrée du bâtiment hébergeant le Comité de la statistique du Kazakhstan, à Astana

## IPC et IPP

Parallèlement, une délégation kazakhe est venue en visite d'étude à l'Insee sur le thème des indices de prix, à la fois dans le domaine de la consommation et dans celui de la production. Les séances de travail ont permis aux experts kazakhs de découvrir les méthodes et outils utilisés par l'Insee, de les confronter à leur pratique et d'envisager à l'avenir une automatisation de certaines procédures qu'ils réalisent manuellement.

## Japon - RNIPP

En février 2015, une délégation japonaise est venue en visite d'étude à l'Insee pour découvrir la manière dont notre institut gère le Répertoire national d'identification des personnes physiques (RNIPP) et le numéro d'inscription au répertoire (NIR).



Deux experts de l'Insee, l'un de la direction des Statistiques démographiques et sociales (DSDS) et l'autre du Secrétariat général, leur ont présenté les aspects à la fois

techniques et juridiques de la question.

La délégation était notamment composée d'experts d'Hitachi

Consulting, mandatés par le ministère de la Santé japonais, et d'un représentant de l'Ambassade du Japon en France.

## Brèves d'actualité Bassin méditerranéen

### Maroc

#### Office des changes

Deux missions ont eu lieu au premier semestre 2015 au Maroc, au bénéfice de l'Office des changes. La première, réalisée en avril par une experte de la DSE, avait pour objet l'Enquête sur les échanges de services. Elle a été consacrée à la relecture et à la validation du questionnaire de l'enquête sur les échanges de services, ainsi qu'à la spécification de l'échantillon à retenir pour l'enquête pilote et d'autres aspects relatifs à la conduite de l'enquête. Les méthodes de redressements de la non-réponse ont également été abordées.



De gauche à droite : M. Houssaine OULJOUR, chef du département des statistiques des échanges extérieurs de l'Office des changes ; M. Mounir RHANDI, chef de la division de la balance des paiements ; M. Rachid OUMAZZA, chef de la division des statistiques des investissements étrangers

La seconde a été réalisée en juin par un expert de la division Appui technique international. Elle portait sur le thème de la communication et de la diffusion statistiques. Il s'agissait de dresser un état des lieux du manuel interne des procédures statistiques et de la partie statistique du site internet de cet office en termes d'ergonomie ; des recommandations ont également

été émises pour améliorer la lisibilité de trois rapports annuels : balance des paiements, position extérieure globale, et exportations et investissements directs étrangers par région.

#### Haut-Commissariat au plan (HCP)

Deux missions ont été réalisées au premier semestre 2015 au HCP. La première, qui a eu lieu en avril, portait sur le modèle de micro-simulation sur les retraites. Elle correspond à la poursuite d'un travail réalisé en 2012-2013 sur des modèles de micro-simulation. L'expert français qui est intervenu a notamment apporté son appui pour enrichir et valider le module démographique, commencer à tester le module sur le marché du travail et il a indiqué des premières pistes pour la réalisation d'un module sur les retraites.

La seconde a été conduite en mai 2015 par un expert de la DMCSI et elle portait sur la codification automatique de l'activité des entreprises. L'objet était d'évaluer les besoins et la faisabilité de la mise en place d'un processus de codification automatique de l'activité des entreprises, reposant sur l'utilisation de l'application Sicore (Système informatique de codage des réponses aux enquêtes). Un calendrier de travail 2015-2016 a également été défini pour ce projet.

#### Algérie - Comptes nationaux et Eretes

En mai 2015, une experte de la division Appui technique international a effectué une mission à l'Office national des statistiques à Alger afin de clôturer les travaux pour l'année de base 2001 à l'aide de l'outil Eretes.

La mission a aussi permis d'avancer sur la mise en forme des fichiers pour les années courantes (matrices de production, indices de volume et prix...).

#### Tunisie - Statistiques d'entreprises et comptes nationaux

En juin, une experte de la division Appui technique international a effectué une mission d'évaluation des statistiques d'entreprises tunisiennes.

Les différentes composantes des statistiques d'entreprises ont été présentées (répertoire, processus d'enquêtes, utilisation des données administratives, utilisation des données d'entreprises en comptabilité nationale) et il a été possible d'établir un diagnostic sur les faiblesses du système.



Nos collègues tunisiens spécialistes des statistiques d'entreprises et Mme Dominique FRANCOZ (5<sup>e</sup> en partant de la droite), Insee

Des discussions entre experts de l'INS tunisien ont permis d'élaborer des pistes de réflexion pour le futur et de définir les besoins d'information de cet INS en la matière. Une visite à l'INSEE a été organisée au second semestre 2015 pour répondre à ces besoins.

## Maghreb

### Diffusion du recensement de la population

En mars 2015, une visite d'étude a été organisée sur la diffusion du recensement de la population. Étaient présentes des délégations de l'Institut national de la statistique de Tunisie et du Haut-Commissariat au plan du Maroc, deux pays ayant réalisé un recensement en 2014. Cette visite a permis de leur présenter la manière dont l'Insee élabore des résultats du recensement, l'organisation de la diffusion standard, les outils web associés, la diffusion de données infra communales à façon, ainsi que l'utilisation des données carroyées.

### Journées de méthodologie statistique

En mars 2015, six collègues venant des trois pays du Maghreb ont participé aux Journées de méthodologie statistique. Différents profils étaient représentés : responsables d'enquêtes ménages, de statistiques conjoncturelles, et chargés de modèles de prévision.

### Documentation et archivage

En avril 2015, une visite d'étude a été organisée pour deux expertes algérienne et tunisienne sur le thème de la fonction documentation et de l'archivage des documents, questionnaires et fichiers de données de notre institut. Cette action a aussi été l'occasion de visiter la bibliothèque de la direction générale et celle du Centre des archives économiques et financières.

### Liban - Conjoncture et prévision

En janvier 2015, une experte du département de la Conjoncture de l'Insee a effectué une mission à Beyrouth (Liban) sur le thème de la conjoncture et de la prévision, dans le cadre du jumelage entre les ministères des Finances français et libanais visant au développement du département de Macroéconomie libanais.

### Palestine

## Répertoire d'entreprises

En janvier 2015, trois experts de l'Insee, respectivement du Secrétariat général informatique, du Centre national informatique d'Orléans et de la division Appui technique international, ainsi que Jan-Robert Suesser, ancien directeur d'Adetef, ont effectué une mission auprès du Bureau central palestinien de statistiques (PCBS), dans le cadre du projet d'appui Compare (Common Palestinian Register) à la mise en place d'un répertoire d'entreprises. L'objectif était de faire le point sur l'état d'avancement des travaux de mise en cohérence des différentes sources d'information économique sur les établissements et les entreprises avec le fichier du recensement économique effectué par le PCBS.

Le deuxième de ces experts a continué ce travail en avril 2015, en poursuivant les appariements entre les différents fichiers administratifs qui alimenteront le futur répertoire d'entreprises unique ; il a aussi aidé le PCBS à s'approprier l'outil DUKE (DUPLICATE KILLER, autrement dit "tueur de doublons"), utilisé pour ces travaux.

Enfin, en mai 2015, un expert retraité de l'Insee a participé à un atelier organisé par le PCBS dans le cadre du projet Compare (cf. brève ci-dessus de janvier 2015), ainsi qu'au comité de pilotage de ce projet. L'atelier, réunissant l'ensemble des administrations impliquées, a permis de présenter les résultats de l'appariement réalisé entre les informations détenues par les différentes institutions publiques d'une part, et celles du recensement des établissements effectué par le PCBS d'autre part. Cet atelier a aussi permis d'échanger sur les initiatives locales et les projets liés au pilotage et au système d'enregistrement des établissements, et il a abouti à des propositions d'intégration de ces projets.

### Eretes

En janvier 2015, un expert de la division Appui technique international a réalisé une mission sur

Eretes auprès du PCBS. L'objectif était de présenter l'outil, de définir un programme de travail pour son implantation et de mener des premiers travaux sur les nomenclatures qui seront utilisées.

## Luxembourg - Forum euro-méditerranéen

La dernière session annuelle du forum euro-méditerranéen s'est tenue le 19 mai 2015 à Eurostat (Luxembourg). Les INS de 8 pays de la Méditerranée étaient représentés : Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Palestine, Maroc, Tunisie et Libye. Y assistaient aussi des représentants de 4 INS européens : Danemark, Italie, Hongrie et France. Une session a été dédiée au code européen de bonnes pratiques et à la qualité. Eurostat a présenté un nouveau projet de code de bonnes pratiques pour les pays du voisinage Sud, et notamment les éléments portant sur les critères définissant l'indépendance des INS.

Dans ce cadre, plusieurs sujets ont été évoqués : la mise en œuvre du code de bonnes pratiques dans la zone Méditerranée, le cadre d'assurance qualité, l'adaptation du questionnaire d'auto-évaluation aux pays de la Méditerranée, des discussions autour de la définition du système statistique national et la distinction entre statistiques officielles et données administratives.

Une autre session a permis à Israël, la Jordanie et l'Égypte de présenter leurs expériences de jumelage. Par ailleurs, la Tunisie a présenté les conclusions d'une étude commanditée par Eurostat sur l'organisation du système statistique tunisien. Les conclusions de cette étude alimenteront le jumelage financé par l'UE.



# Brèves d'actualité Afrique subsaharienne

## Afristat

### Rencontre entre le DG d'Afristat et le DG de l'Insee

En juin 2015, le Directeur général d'Afristat Cosme Vodounou a été reçu par le Directeur général de l'Insee Jean-Luc Tavernier.



De gauche à droite : M. Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee ; Mme Dominique FRANCOZ, chef de la division Appui technique international ; M. Stéphane GREGOIR, directeur de la Méthodologie et de la coordination statistique et internationale ; M. Cosme VODOUNOU, directeur général d'Afristat ; M. Pascal SILETE, expert d'Afristat en planification stratégique ; M. Raoul DEPOUTOT, chef du département de la Coordination statistique et internationale

Cette visite a eu lieu à l'occasion de la participation de M. Vodounou à la réunion annuelle de la Conférence des directeurs des écoles de statistique africaines (CODESA), qui se déroule à Paris et à laquelle participent également le ministère des Affaires étrangères et du développement international, l'Insee, le Groupe des écoles nationales d'économie et de statistique (GENES) et l'association "CESD statisticiens pour le développement".

### Comptabilité nationale

En janvier, un expert de la direction des Études et synthèses économiques (DESE) de l'Insee et un expert du Haut-Commissariat au plan du Maroc ont participé au séminaire co-organisé par Afristat et par les agences régionales du FMI (Africat Ouest et Africat Centre) à Bamako (Mali).

Une quarantaine de représentants de neuf pays membres d'Afristat et d'organismes sous-régionaux (tels que la BCEAO) étaient réunis pour faire le point sur l'harmonisation des méthodes de travail et l'adoption des normes internationales pour l'élaboration des comptes trimestriels. Un plan d'action pour les prochaines années a été validé par l'ensemble des participants.

### Séminaire régional de conjoncture

En mars, le séminaire semestriel de conjoncture co-organisé par Afristat et l'UEMOA a eu lieu à Bamako (Mali). Un expert de la division Appui technique international a présenté le modèle Tablo et ses utilisations en prévision et comptabilité nationale. Dans le type d'analyse conjoncturelle présentée pour l'occasion, les dynamiques régionales ont été particulièrement mises en avant.

### Sénégal - Indice des prix de production dans les services

En avril, un expert de la direction régionale des Pays de la Loire de l'Insee a effectué une mission auprès de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) à Dakar dans le cadre d'un projet de mise en place de la méthodologie des indices de prix de production dans les services. Les travaux d'exploitation des données ont permis d'avancer dans le calcul d'un indice, qui sera disponible en fin d'année.

### Cameroun - Rencontre avec J-L Tavernier

En mars, M. Joseph Tedou, directeur général de l'INS du Cameroun, a rencontré Jean-Luc Tavernier, le directeur général de l'Insee. Les nouveaux objectifs de développement durable (ODD) en cours de définition au niveau international ont été abordés, ainsi que les modalités de mise en œuvre des indicateurs de suivi de ces ODD, notamment pour les pays en développement.



De gauche à droite : M. Joseph TEDOU, directeur général de l'Institut national de la statistique du Cameroun ; M. Raoul DEPOUTOT, chef du département de la Coordination statistique et internationale ; M. Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee

### Colloque international "Coopérer pour répondre au défi climatique"

En mars, un colloque a été organisé par Expertise France sur le thème « Coopérer pour répondre au défi climatique » au centre de conférences Pierre Mendès France de Bercy. Cette manifestation, qui a accueilli plus de 500 participants, s'inscrit dans la perspective de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP21) qui s'est tenue en décembre 2015 à Paris.



De gauche à droite : M. Denis AYENA (Bénin) ; Mme Catherine GESLAIN-LANÉELLE (France) ; M. Joseph TEDOU, directeur général de l'Institut national de la statistique du Cameroun ; M. Magatte NDOYE (Sénégal)

M. Joseph Tedou, directeur de l'INS du Cameroun, a été invité à participer à la table ronde "Sécurité alimentaire et changement climatique". Son intervention évoquait l'apport des statistiques sur ces thématiques émergentes.

## Afrique - Projet d'implantation du SCN 2008

En mai, un expert de la division Appui technique international de l'Insee a fait une intervention lors d'une réunion d'experts à Addis-Abeba (Éthiopie), dans le cadre

du groupe africain sur les comptes nationaux (African Group on National Accounts, AGNA).

Cette réunion a permis de dresser le bilan de la première phase du projet panafricain pour la mise en œuvre du SCN 2008 en Afrique et

de lancer les orientations de la deuxième phase, en ciblant plus particulièrement les besoins des pays en matière d'appui technique. La contribution de l'Insee portait sur la mise en œuvre de la deuxième phase.

## Brèves d'actualité sur l'outil Eretes

### Comptabilité nationale - Niger

En avril 2015, un expert de la division Appui technique international a effectué une mission à Niamey (Niger) dans le cadre d'un appui conjoint avec le bureau régional du FMI (Afrifac Ouest) auprès de l'Institut national de la statistique. Les activités ont porté sur une formation à la comptabilité nationale et au logiciel Eretes.

Les travaux en cours au sein de l'INS, portant sur les années de comptes 2010 et 2011, ont été poursuivis. Les chantiers à mettre en œuvre pour le SCN 2008 ont également été présentés en vue de la prise en compte de la future année de base (2012).

### Comptabilité nationale - Départements et collectivités d'outre-mer

En mars 2015, le département des Comptes nationaux de l'Insee a organisé un atelier destiné aux comptables des départements et collectivités d'outre-mer (DOM et COM). Dans ce cadre, une journée a été consacrée au logiciel Eretes et au modèle Tablo.

Ces deux sessions ont été assurées par trois experts de la division Appui technique international qui ont présenté les développements récents de ces deux outils utilisés pour l'établissement des comptes définitifs (à l'aide d'Eretes) et des comptes rapides

(à l'aide de Tablo). Le modèle appliqué à l'économie de la Polynésie Française, notamment, a été détaillé lors de cette session.

La délégation polynésienne a ensuite poursuivi le travail avec la division Appui technique international lors d'un atelier sur l'utilisation du modèle implanté à Papeete, aboutissant à une première estimation de l'évolution économique polynésienne pour les années 2012-2014.

### Mentions légales :

Éditeur : Insee, direction générale - 18 boulevard Adolphe Pinard, 75675 Paris cedex 14 – [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Directeur de publication : Jean-Luc Tavernier

Responsable éditorial : Raoul Depoutot

Rédacteur en chef : Serge Darriné

Ont collaboré à ce numéro : Jean-Samy Aziz, Sophie Bourrel, Serge Darriné, Dominique Francoz, Jean Louis, Constance Torelli.

**Si vous souhaitez recevoir régulièrement la version électronique de cette lettre, merci de bien vouloir le signaler par mail à : [cooperationinternational@insee.fr](mailto:cooperationinternational@insee.fr)**